

## ASIE

### L'autoritarisme empêche l'amélioration de la liberté de la presse en Asie

#### En nette progression : les Maldives ; la plus grande dégringolade : les Fidji

---

Les coups de force politiques ont, cette année encore, porté un tort très fâcheux à la liberté de la presse. Un coup d'Etat militaire a ainsi fait chuter les **Fidji** (152<sup>e</sup>) de 73 places. Les militaires se sont installés pendant plusieurs semaines dans les rédactions pour censurer les articles avant publication et des journalistes étrangers ont été expulsés. En **Thaïlande**, l'affrontement sans fin entre "chemises jaunes" et "chemises rouges" a eu un effet très négatif sur le travail de la presse. Le royaume se positionne aujourd'hui à la 130<sup>e</sup> place.

L'autoritarisme des gouvernements en place, par exemple au **Sri Lanka** (162<sup>e</sup>) ou en **Malaisie** (131<sup>e</sup>), empêche les journalistes d'informer correctement sur des sujets sensibles comme la corruption ou les abus aux droits de l'homme. Le pouvoir de Colombo a fait condamner un journaliste à vingt ans de prison et contraint à l'exil des dizaines d'autres. En Malaisie, le ministère de l'Intérieur impose censure et autocensure en menaçant les médias de retraits de licence et les journalistes de séjours en prison.

La guerre et le terrorisme font des ravages et placent les journalistes dans une situation de précarité extrême. **L'Afghanistan** (149<sup>e</sup>) est miné par les nombreuses violences et menaces de mort des taliban, mais également par les arrestations non justifiées commises par les forces de sécurité. Tandis que le **Pakistan** (159<sup>e</sup>), malgré un paysage médiatique dynamique, est plombé par les assassinats de journalistes et l'agressivité des taliban et de certains secteurs de l'armée. Le pays partage avec la Somalie le record du monde de journalistes tués au cours de la période étudiée.

Les pays les moins respectueux sont, évidemment, la **Corée du Nord**, membre du "trio infernal" de fin de classement ; la **Birmanie**, toujours malade de la censure préalable et des emprisonnements; et le **Laos**, dictature immobile où aucun média privé n'est autorisé.


En pleine évolution, notamment dans le domaine des médias, la **Chine** (168<sup>e</sup>) reste très mal classée en raison des emprisonnements à répétition, notamment au Tibet, de la censure d'Internet et du népotisme des autorités centrales et provinciales. De même, au **Viêt-nam** (166<sup>e</sup>), le parti unique a visé des journalistes, des blogueurs et des militants de la liberté de la presse pour leurs écrits sur les faveurs qu'il accorde à la Chine.

Au chapitre des bonnes nouvelles, les **Maldives** (51<sup>e</sup>), au bénéfice d'une transition démocratique réussie, ont gagné 53 places. De même, le **Bhoutan** (70<sup>e</sup>) a encore gagné quatre places grâce à de nouveaux efforts en faveur du pluralisme.

Les rares démocraties du continent occupent de très bonnes places. Ainsi, la **Nouvelle-Zélande** (13<sup>e</sup>), l'**Australie** (16<sup>e</sup>) et le **Japon** (17<sup>e</sup>) sont classés dans les vingt premiers. Le respect de la liberté d'informer et l'absence de violences ciblées contre les journalistes permettent à ces pays d'être leaders en Asie.

En revanche, la **Corée du Sud** (69<sup>e</sup>) et **Taïwan** (59<sup>e</sup>) ont chuté cette année. La Corée du Sud perd 22 places en raison de l'arrestation de plusieurs journalistes et blogueurs et les tentatives de contrôle des médias critiques par le gouvernement conservateur. A Taïwan, le nouveau parti au pouvoir a également cherché à influencer les médias publics et privés, et les violences commises par certains activistes nuisent à la liberté de la presse.

Deux nouveaux venus dans le classement 2009 sont issus du continent Asie-Océanie. La **Papouasie-Nouvelle-Guinée** (56<sup>e</sup>) à un rang tout à fait honorable pour un pays en développement; et le sultanat de **Brunéi** (155<sup>e</sup>) est dans le mauvais tiers du classement en raison de l'absence de presse indépendante.

47, rue Vivienne - 75002 Paris – Tel : 33 1 44 83 84 76 – Fax : 33 1 45 23 11 51  
[asie@rsf.org](mailto:asie@rsf.org) - Plus d'informations  [www.rsf.org](http://www.rsf.org)